

N° 19/CA du Répertoire

N° 86-3/CA du Greffe

Arrêt du 23 Juin 1988

DA-ZOCLANLOUNON Joseph

Ministre de la Santé Publique.

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR POPULAIRE CENTRALE

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

copie de la requête de Joseph DA-ZOCLANLOUNON 23/4/07

Vu la requête en date du 10 Janvier 1986 enregistrée au Greffe de la Cour sous le n° 012/GC/CPC du 15 Janvier 1986 par laquelle le nommé DA-ZOCLANLOUNON Joseph, Pharmacien domicilié à Cotonou, a introduit un recours tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté n° 3888/MSP/DGM/IPH du 28 Novembre 1985 pris par le Ministre de la Santé Publique et portant retrait de l'arrêté n° 2222/MSP/DGM/IPH du 1er Juillet 1985 l'autorisant à créer une officine de pharmacie au carré n° 279 à Cotonou I;

Vu la lettre en date du 3 Mars 1986 enregistrée sous le n° 064/GC/CPC du 6 Mars 1986 par laquelle le requérant introduit un recours en indemnités et sollicite la condamnation de l'Etat Béninois à lui verser la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts;

Vu la correspondance n° 0095/02/86/AE/RCA en date du 5 Février 1986 par laquelle AHOUANDOGO Raphaël, Avocat à la Cour d'Appel de Cotonou, se constitue aux intérêts du nommé ABOU-BAKAR S. Joachim, intervenant volontaire dans l'instance engagée par DA-ZOCLANLOUNON Joseph;

[Signature] Vu le mémoire ampliatif en date du 3 Mars 1986 enregistré sous le n° 064/GC/CPC du 6 Mars 1986 de POGNON Alfred, conseil du requérant;

Vu la communication sous le n° 211/GC/CPC du 17 Mars 1986 faite à l'Administration pour ses observations sur les requêtes et sur le mémoire ampliatif susvisés;

Vu les observations ministérielles n° 277/MSP/DGM/SP.C du 22 Août 1986 enregistrées sous le n° 273/GC/CPC du 26 Août 1986 par lesquelles le Ministre de la Santé Publique informe la Cour de ce que le requérant a été rétabli dans ses droits après une enquête approfondie ordonnée par le Chef de l'Etat;

Vu la lettre en date du 8 Octobre 1986 enregistrée sous le n° 348/GC/CPC du 3 Novembre 1986 par laquelle l'intervenant volontaire demande à la Cour de bien vouloir prendre acte de son désistement d'instance;

[Signature] .../...

Vu la consignation constatée par reçu n° 114 du 28 Janvier 1986;

Vu la loi n° 81-004 du 23 Mars 1981 portant Organisation Judiciaire;

Vu toutes les pièces du dossier;

Où le Président-Rapporteur en son rapport;

Où l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

EN LA FORME :

Sur la Recevabilité :

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 166 de la loi n° 81-004 du 23 Mars 1981 portant Organisation Judiciaire, le requérant dispose d'un délai de deux mois à compter de la décision implicite ou explicite de rejet du recours gracieux par l'Administration pour introduire son recours contentieux;

Considérant qu'en l'espèce, le recours administratif date du 3 Décembre 1985 et que, sans attendre l'expiration du délai de deux mois imparti pour la décision implicite ou explicite de rejet, le requérant introduit son recours contentieux le 10 Janvier 1986;

Considérant cependant qu'il est établi au dossier que par une correspondance de son conseil POGNON Alfred, en date du 9 Janvier 1986, enregistrée sous le n° 012/GG/CPG du 15 Janvier 1986, le requérant a sollicité une abréviation de délai de procédure compte tenu de l'urgence qu'appelle l'examen de son recours;

Considérant que dans ces conditions, il convient de faire droit à sa demande et de déclarer ledit recours recevable.

AU FOND :

Considérant qu'il est constant que lorsque le problème posé par le requérant se trouve résolu de lui-même ou lorsque l'Administration procède au retrait de la décision attaquée, le recours devient sans objet et le juge est amené à prononcer une décision de non-lieu à statuer;

Considérant qu'en l'espèce, dans son mémoire en réplique en date du 22 Août 1986, le Ministre de la Santé Publique informe la Cour de ce que, à la suite d'une enquête approfondie ordonnée par le Chef de l'Etat et dont les résultats ont été approuvés par le Conseil Exécutif National, il a été reconnu

.../...

le bien-fondé de la requête de DA-ZOCLANGLOUNON Joseph ainsi que la nécessité de l'accueillir favorablement, et que depuis lors l'intéressé a été rétabli dans ses droits;

Considérant que le requérant n'ayant plus répliqué ni contesté cette affirmation du Ministre de la Santé Publique, il y a lieu de la tenir pour constante et de dire que DA-ZOCLANGLOUNON Joseph a été effectivement rétabli dans ses droits et qu'il a obtenu l'autorisation d'ouvrir son officine de pharmacie à l'endroit préalablement sollicité;

Considérant que dans ces conditions, le recours tendant à l'annulation de l'arrêté n° 3888/MSP/DGM/IPH du 28 Novembre 1985 devient, à l'étape actuelle de la procédure, sans objet et ne se justifie plus, et qu'il n'y a plus lieu à statuer sur un tel recours;

Considérant par ailleurs que conformément à sa lettre en date du 8 Octobre 1986, l'intervenant volontaire ABOU-BAKA Sidik Joachim se désiste de son instance, et qu'il y a lieu de lui donner acte de son désistement.

PAR CES MOTIFS :

DECIDE :

Article 1er. - Le recours susvisé de DA-ZOCLANGLOUNON Joseph contre l'arrêté n° 3888/MSP/DGM/IPH du 28 Novembre 1985 du Ministre de la Santé Publique est recevable.

Article 2. - Il n'y a plus lieu à statuer sur ledit recours devenu sans objet.

Article 3. - Il est donné acte à l'intervenant volontaire ABOU-BAKAR Sidik Joachim de son désistement d'instance.

Article 4. - Les dépens seront à la charge du Trésor Public.

Article 5. - Notification de la présente décision sera faite à DA-ZOCLANGLOUNON Joseph, au Ministre de la Santé Publique, à l'intervenant ABOU-BAKAR Sidik Joachim et au Procureur Général du Parquet Populaire Central.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative.
PRESIDENT;

.../...

Mouazimou AMOUSSA MADJEBI et Basile SOSSOUHOUNTO, Juges
Professionnels; CONSEILLERS;

Hubert GNONHOUE et Christian DOSSOU, Juges Populaires
non Professionnels, CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi vingt trois
Juin mil neuf cent quatre vingt huit, la Chambre étant compo-
sée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Samson
DOSSOUMON, Avocat de la Section Administrative,

/Général

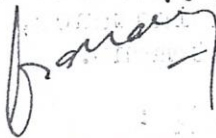
MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER;

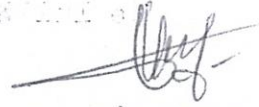
Et ont signé :

Le Président,

Le Greffier,



A. PARAISSO.-



J. TOUMATOU.-

E : Gratis

Enregistré à Cotonou le 30-8-88

FO 41 Case 1038

Reçu Gratis

L'Inspecteur de l'Enregistrement



R. LIMA